

LE SENS DU VOTE AFRICAIN SUR L'UKRAINE



FÉLIX ATCHADÉ *

Le mercredi 2 mars 2022, l'Assemblée générale (AG) de l'Organisation des Nations unies (ONU) a adopté une résolution déplorant « l'agression » de la Russie contre l'Ukraine et exigeant que la « Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays »¹. Ce texte qui n'est pas contraignant a été adopté par les 193 pays membres de l'ONU, avec 141 votes pour, 5 votes contre (Russie, Bélarus, Érythrée, Corée du Nord et Syrie), 35 abstentions et 12 pays n'ont pas pris part au vote. Parmi les abstentionnistes, on a noté la Chine,

l'Inde, le Bangladesh et... 17 pays africains. Des 12 pays qui n'ont pas voté, les deux tiers sont africains et pas des moindres (Éthiopie, Maroc, Cameroun).

Comment comprendre qu'autant de pays africains ne se soient pas alignés sur la position des pays de l'OTAN ? Pourquoi le Sénégal, dont le président est réputé proche de la France s'est démarqué ce 2 mars 2022 ? Il y a de nombreuses explications à cet état de fait. La première et pas nécessairement la plus déterminante relève de ce que le représentant de la Chine a appelé la « mentalité de guerre froide » qui imprègne le texte de la résolution. Hormis l'Éthiopie et le Libéria, la quasi-totalité des pays

* MÉDECIN, SPÉCIALISTE DE SANTÉ PUBLIQUE ET D'ÉTHIQUE MÉDICALE.

¹ L'Assemblée générale adopte une résolution exigeant le retrait des forces russes de l'Ukraine, < <https://news.un.org/fr/story/2022/03/1115472> >.

africains a accédé à la souveraine internationale en pleine guerre froide. Cette période où à défaut de se faire la guerre directement le bloc de l'Ouest (États-Unis et leurs alliés) et celui de l'Est (URSS et alliés) multipliaient les tensions géopolitiques dans les autres parties du monde. Pour se protéger de l'influence déstabilisatrice des deux grandes superpuissances, comme on le disait à l'époque, des dizaines de pays ont choisi le non-alignement et créé un cadre formel qui visait à l'équidistance vis-à-vis des deux grands. L'agression de l'Ukraine par la Russie et les réactions qu'elles suscitent dans l'OTAN rappellent, à bien des égards, à plusieurs pays africains cette période.

La douche froide

Si l'abstention de l'Afrique du Sud était attendue puisqu'avant le vote, sa représentante permanente, Mathu Joyini, intervenant à la tribune de l'AG reprochait au texte proposé à l'adoption de ne pas créer « *un environnement propice à la diplomatie, au dialogue et à la médiation* », celle du Sénégal l'était un peu moins si l'on se réfère

au positionnement diplomatique du pays au cours des dernières années. De même, si le non-alignement de l'Afrique du Sud est un axe stratégique de premier ordre du gouvernement post-apartheid, le Sénégal avait donné l'impression d'une inflexion en la matière. Le vote du Sénégal est venu rappeler comme l'a souligné la ministre des Affaires étrangères Aïssata Tall Sall que sa diplomatie a « *une doctrine et une jurisprudence... de souveraineté, sans exclusion, mais sans exclusive* »². Cette position sénégalaise a été une douche froide pour les responsables des chancelleries occidentales.

Il serait réducteur de considérer la doctrine diplomatique comme unique déterminant de l'abstention du Sénégal. Comme dans de nombreux pays africains, la guerre en Ukraine est vue par l'opinion publique sénégalaise à travers le soutien que les Occidentaux apportent à ce pays. Le discrédit moral et politique des États-Unis et de leurs alliés européens est tel que les causes qu'ils peuvent défendre, les arguments qu'ils peuvent avancer sont à priori rejetés.

² Guerre en Ukraine : Macky Sall salue « *la disponibilité de Poutine pour une issue négociée du conflit* », < <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invite/C3%A9-afrique/20220310-guerre-en-ukraine-macky-sall-salue-la-disponibilit%C3%A9-de-poutine-pour-une-issu%C3%A9-goci%C3%A9-du-conflit> >.

« *Ceux qui ont menti à propos de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye ou de la Côte d'Ivoire ne peuvent dire la vérité à propos de ce qui se passe en Ukraine* » est quelque chose qui est répété et entendu par la majorité. Le souvenir des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU tripataouillées et détournées de leurs objets, les deux poids deux mesures dans la promotion et la défense des « valeurs démocratiques et des droits de l'homme » y sont pour beaucoup. Plus les autorités et les médias occidentaux dépeignent la situation en termes binaires, Bien contre Mal, Démocratie contre Dictature et plus les opinions publiques africaines et celle sénégalaise en particulier se braquent. C'est tenant compte de l'état de l'opinion que le président sénégalais a donné les instructions pour le vote de l'abstention à l'Assemblée générale de l'ONU. Macky Sall, perçu par nombreux de ses concitoyens comme trop permissifs aux intérêts occidentaux et notamment français a profité de l'occasion pour tirer un gain politique. Il a montré qu'il tenait compte d'une opinion publique, qui à l'instar de celles d'autres pays africains, est fortement rétive aux « oukases et politiques occidentales ». Le Sahel est depuis quelques années, à travers la contestation de politique

étrangère française, le terrain d'expression de la remise en cause de l'ordre mondial par le bas.

Le « sentiment antifrançais » au Sahel, exemple de contestation populaire de l'hégémonie occidentale

Il y a de la part d'une partie des populations sahéliennes une défiance de plus en plus forte vis-à-vis de la présence militaire française, notamment de la Force Barkhane, perçue comme une force d'occupation. Ce phénomène réactualise l'épisode colonial sous de nouvelles modalités. Les rues de Bamako, Ouagadougou, Niamey et autres bruissent de récriminations, les réseaux sociaux et les débats médiatiques et aussi académiques rivalisent de mots durs pour caractériser la présence française et la « guerre au terrorisme ». Les gouvernements en place sont dans un même élan décrits comme incompetents, corrompus, antipatriotiques et simples marionnettes aux mains des Français. Sur le plan économique, cette « francophobie » trouve son expression dans la remise en cause des stratégies monopolistes d'entreprises comme le groupe Bolloré et dans la critique du franc perçu comme entravant le développement.

Ces mouvements de protestation et ces critiques provoquent parfois des réactions ubuesques, comme les mesures de rétorsion décidée par la diplomatie française³ contre le chanteur Salif Keïta, après sa critique de la présence de Barkhane dans une vidéo devenue virale sur YouTube. On ne compte plus les passes d'armes sur les réseaux sociaux entre diplomates français et figures médiatiques, artistiques et intellectuelles sahéliennes contestataires. D'autres fois, la réponse à cette remise en cause prend des aspects dramatiques, comme début 2020 au Niger, avec la répression meurtrière des manifestations demandant le départ des troupes françaises. Quant au coup d'État qui a déposé le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, en août 2020, il est parti d'une forte contestation populaire de son action gouvernementale, jugée comme étant inféodée aux puissances étrangères, dont la France. Cette dénonciation tous azimuts de la présence de Barkhane a amené le président français Emmanuel Macron à convoquer pour un sommet à Pau, en janvier 2020, les chefs

d'État du Sahel. Il exigea d'eux qu'ils réaffirment publiquement auprès de leur opinion publique leur soutien à la présence militaire française sur leurs territoires, sous peine d'un retrait français. Les dirigeants ainsi sermonnés exécutèrent et le Sommet de Pau déboucha sur... l'augmentation des effectifs militaires français dans le Sahel (600 hommes supplémentaires).

La contestation de la présence militaire française au Sahel prospère sur un terreau ancien. Contrairement à l'idée que les gouvernants français et certains analystes pressés véhiculent, les Français ne sont point détestés en Afrique francophone. Les ressorts de la critique visant la France sont d'ordre politique et économique et renvoient à la « Françafrique » et « l'État franco-africain », perçus comme garants d'un ordre mondial inique, antidémocratique et perpétuant une domination d'un autre âge. Elle n'est pas spécifique aux pays du Sahel et connaît des flambées régulières et des périodes d'exacerbation, comme en Côte d'Ivoire pendant la crise de 2002-2011, où le positionnement français était perçu

³ *France info Paris* dénonce les propos « diffamatoires » du chanteur Salif Keita qui accuse la France de financer les terroristes au Mali, < https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/paris-denonce-les-propos-diffamatoires-du-chanteur-salif-keita-qui-accuse-la-france-de-financer-les-terroristes-au-mali_3708485.html >.

comme une volonté des'opposer à la politique de Laurent Gbagbo visant à opérer une rupture avec l'ordre néocolonial⁴. Au Togo, la contestation de la dictature des Gnassingbé père et fils au pouvoir depuis 1967 se nourrit de cette « francophobie ». Au Cameroun⁵, elle a une histoire qui prend source dans l'atroce guerre que la France a menée dans les années 1950 contre l'Union des Populations du Cameroun, un parti politique qui militait pour l'indépendance. Cette critique est latente dans toute l'Afrique francophone. Elle prend parfois des bifurcations ironiques d'un point de vue historique comme quand un concurrent ou ennemi supposé de la France est perçu avec sympathie. En témoigne la perception positive du retour russe en Afrique, avec la République centrafricaine comme tête de pont. Le sentiment francophobe se trouve par ailleurs parfois instrumentalisé par les alliés les plus fidèles de Paris pour faire pression sur les autorités françaises, quand ils cherchent à obtenir par exemple

un soutien financier (c'est ce qui explique les critiques violentes du franc CFA formulées par le président du Tchad Idriss Deby en 2015)⁶.

L'Afrique n'est plus la chasse gardée des pays occidentaux

Le vote est également l'expression des changements géostratégiques et économiques en Afrique. Les pays occidentaux ne sont plus les seules puissances étrangères sur le continent. Des pays tels que la Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie et la Russie sont devenus des acteurs à même d'influencer les positions des États africains dans les relations internationales. La Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Afrique, les échanges avec le continent ont été multipliés par 40 au cours des 20 dernières années. La Chine est également le plus grand créancier de l'Afrique, dont elle détient 20 pour cent de la dette. Les pays africains ont emprunté environ 143 milliards de dollars à la Chine sous la forme d'emprunts d'État

165

⁴ F. Pigeaud, *France Côte d'Ivoire : une histoire tronquée*, Vents d'ailleurs, 2015.

⁵ T. Deltombe, M. Domergue, & J. Tatsitsa, *La Guerre du Cameroun. L'invention de la Françafrique*, La Découverte, 2016.

⁶ *Survie Billets d'Afrique/2015/249* - septembre 2015 Deby et le CFA, les Vérités du faussaire, < <https://survie.org/billets-d-afrique/2015/249-septembre-2015/article/deby-et-le-cfa-les-verites-du-4996> >.

⁷ M. Duchâtel M., *Géopolitique de la Chine*, PUF/« Que sais-je? », n° 4072, 2019.

et de prêts commerciaux entre 2006 et 2017⁷. En moins de deux décennies, la Chine est devenue pour l'Afrique, son premier marché d'exportation et le pays le plus présent dans la construction d'infrastructures. De 10 milliards de dollars en 2000, le volume du commerce bilatéral a dépassé 200 milliards de dollars en 2018 selon le ministère chinois du Commerce. Cette « coopération entre pays en développement », selon l'expression consacrée, est fondée sur le respect mutuel et décrite comme une « relation gagnant-gagnant ». La présence chinoise en Afrique, qui a progressé selon une logique de coopération économique et sociale depuis les années 1990, connaît depuis une décennie un virage, encore léger, avec une implication de plus en plus importante dans les affaires de sécurité du continent. Dans ses relations, la Chine s'interdit officiellement de poser des conditions politiques à ses partenaires. Sa seule exigence est qu'ils renoncent à reconnaître Taïwan. Cette condition n'a pas empêché la Chine d'avoir davantage de partenaires en Afrique. Alors qu'en 1995, treize pays africains avaient des relations diplomatiques avec Taïwan, il n'y

apluquel'Eswatini (Swaziland) dans cette situation.

La Turquie a annoncé dès 2005 « l'ouverture à l'Afrique ». En 2008, elle organise son premier sommet Turquie-Afrique en mobilisant l'ensemble de ses institutions et acteurs politiques et religieux. La Turquie joue un rôle de premier plan dans la confrontation, en Libye depuis la chute de Mouammar Kadhafi. Sur le plan économique, en moins d'une décennie, une vaste offensive diplomatique a permis aux sociétés turques de réaliser plus de 1 150 projets d'une valeur de 65 milliards de dollars et la Turquie est passée de 12 ambassades en 2009 à 41 en 2019. Parallèlement, ses exportations vers l'Afrique s'élèvent à 16 milliards de dollars en 2020. Mais, là aussi, les investissements turcs s'inscrivent dans une guerre d'influence géopolitique qui l'oppose aux autres États sunnites du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Égypte, EAU), notamment sur la mer Rouge. La diplomatie turque sur le continent est ainsi dans une nouvelle dynamique de repositionnement, oscillant entre religion et raisons géopolitiques, en concurrence avec les puissances occidentales⁸.

⁸ A. Bouba Nouhou, « De nouvelles interactions avec l'Afrique », dans Bertrand Badie (éd.), *Le Moyen-Orient et le monde : L'état du monde 2021*, p. 152-157, La Découverte, 2020.

En août 2018 à Accra, l'ancien président ghanéen Jerry Rawlings (1943-2020) rapportait, à une délégation comprenant l'auteur de ces lignes, une conversation qu'il avait eue avec l'ancien président tanzanien Julius Nyerere (1922-1999) quelques semaines après l'effondrement de l'URSS. Celui que feu Jerry Rawlings avait décrit comme un « éternel optimiste » lui avait exprimé son espoir que la victoire acquise, le bloc de l'Ouest répande dans un monde devenu unipolaire ce qui a de meilleur en lui. Il espérait que ce serait un volontarisme à toute épreuve pour un monde de paix, de progrès et prospérité. Hélas, trente ans plus tard le constat est accablant, aucune

des promesses faites à l'époque n'a été tenue et la paix n'a jamais été autant menacée chez ceux qui croyaient que dans leurs espaces de vie elle est devenue perpétuelle. Un monde traversé d'inégalités qui n'ont cessé de se creuser à la faveur d'une mondialisation néolibérale fondée sur des politiques de dérégulation, de démantèlement de l'État-providence source de chaos social et terreau de l'aventurisme. Les « surprises » du vote à l'AG de l'ONU sont les expressions de la contestation de l'hégémonie occidentale, des changements géostratégiques en Afrique, de la pression des opinions publiques sur les gouvernants.